DECISION SUR L'EVOLUTION
DE LA SITUATION AU ZIMBABWE

Le Conseil,

1. **RAPPELLE ET REAFFIRME** sa déclaration publiée à Tripoli le 2 juin 2000 sur les développements survenus au Zimbabwe, notamment ceux relatifs au règlement de la question foncière dans ce pays ;

2. **ACCUEILLE FAVORABLEMENT** les rapports du Ministre des Affaires étrangères de la République du Zimbabwe et du Secrétaire général de l'OUA sur le déroulement des élections démocratiques au Zimbabwe les 24 et 25 juin 2000 ;

3. **EXPRIME SA SATISFACTION** à l'Equipe d'observation de l'OUA à ces élections, pour le travail louable accompli ;

4. **CONSIDERE** les résultats de ces élections, notamment la participation massive des électeurs, comme le reflet authentique et démocratique de la volonté du peuple du Zimbabwe ;

5. **FELICITE** toutes les populations du Zimbabwe pour la manière pacifique et ordonnée dont elles ont exercé leurs droits démocratiques au cours de ces élections ;

6. **DEPLORE** les tentatives de certains milieux étrangers en vue d'interférer dans la conduite de ces élections et d'en influencer les résultats par l'injection massive de ressources et la manipulation des médias, comme une menace à l'indépendance nationale ;

7. **ESTIME** que le règlement du problème foncier dans le pays est crucial pour la stabilité et le développement à long terme du Zimbabwe, et **SOULIGNE** la responsabilité particulière du Royaume-Uni à cet égard ;

8. **EN APPELLE** au Royaume-Uni pour qu'il honore ses obligations, conformément à l'Accord de Lancaster House, en fournissant les ressources financières nécessaires pour régler le problème foncier au Zimbabwe dans l'intérêt de toutes les parties prenantes et de la paix, de la justice et de l'égalité ;

9. **SALUE ET ENCOURAGE** les efforts déployés par les pays désireux de promouvoir le dialogue et un accord entre le Zimbabwe et le Royaume-Uni sur le problème foncier.